Mairie de Marseille

DIRECTION DE L’ACHAT ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Cahier des clauses administratives particulières

Émission de cartes d'achat

**Numéro de la consultation : 23\_0554**

**Procédure de passation :** MAPA ouvert

Sommaire

[Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE 4](#_Toc3844)

[1.1 Intitulé et Objet des prestations 4](#_Toc3845)

[1.2 Procédure 4](#_Toc3846)

[1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes 4](#_Toc3847)

[1.3.1 Décomposition en lots 4](#_Toc3848)

[1.3.2 Décomposition en tranches 4](#_Toc3849)

[1.3.3 Décomposition en postes 4](#_Toc3850)

[1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles 5](#_Toc3851)

[1.5 Accord-cadre à bons de commande 5](#_Toc3852)

[1.6 Date d'effet du marché 5](#_Toc3853)

[1.7 Durée du marché - Période de validité 5](#_Toc3854)

[1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique 6](#_Toc3855)

[1.9 Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées 6](#_Toc3856)

[Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS 6](#_Toc3857)

[Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION 6](#_Toc3858)

[3.1 Délais 6](#_Toc3859)

[3.2 Emission des bons de commande 7](#_Toc3860)

[Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES 7](#_Toc3861)

[Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION 7](#_Toc3862)

[5.1 Transport et Emballages 7](#_Toc3863)

[5.2 Lieux d'exécution ou de livraison 7](#_Toc3864)

[Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION 8](#_Toc3865)

[Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION 8](#_Toc3866)

[7.1 Vérifications 8](#_Toc3867)

[7.2 Admission 8](#_Toc3868)

[Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE 8](#_Toc3869)

[8.1 Durée de garantie 8](#_Toc3870)

[8.2 Point de départ de la garantie 8](#_Toc3871)

[Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS 8](#_Toc4318)

[Article 10 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE 8](#_Toc4557)

[Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX 9](#_Toc3872)

[11.1 Nature du prix 9](#_Toc3873)

[11.2 Variations de prix 9](#_Toc3874)

[11.3 Disparition d'indice 10](#_Toc3875)

[Article 12 - AVANCE 10](#_Toc3876)

[12.1 Régime de l'avance 10](#_Toc3877)

[12.2 Dispositions complémentaires 10](#_Toc3878)

[Article 13 - MODALITÉS DE REGLEMENT 10](#_Toc3879)

[Article 14 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE 11](#_Toc3880)

[14.1 Délais de paiements 11](#_Toc3881)

[14.2 Intérêts moratoires 11](#_Toc3882)

[14.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants 11](#_Toc3883)

[14.4 Présentation des demandes de paiement 12](#_Toc3884)

[14.5 Dématérialisation des factures 13](#_Toc3885)

[Article 15 - PENALITES 14](#_Toc3886)

[15.1 Pénalités de retard 14](#_Toc3887)

[15.2 Pénalités pour non respect des obligations environnementales du titulaire 14](#_Toc4545)

[15.3 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail 15](#_Toc3888)

[15.4 Autres pénalités 15](#_Toc3889)

[Article 16 - RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE 15](#_Toc3890)

[Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES 15](#_Toc3891)

[17.1 Les contraintes réglementaires 15](#_Toc3892)

[17.1.1 Le RGS 15](#_Toc3893)

[17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) 15](#_Toc3894)

[17.1.3 Le Code du Patrimoine 16](#_Toc3895)

[17.2 Les clauses générales de confidentialité 16](#_Toc3896)

[17.3 Les contrôles 17](#_Toc3897)

[17.4 Phase de réversibilité 17](#_Toc3898)

[Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS 17](#_Toc3899)

[Article 19 - LOI APPLICABLE 18](#_Toc3900)

[Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES 18](#_Toc3901)

[Article 21 - ASSURANCES 18](#_Toc3902)

[Article 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX 18](#_Toc3903)

# OBJET ET DUREE DU MARCHE

## Intitulé et Objet des prestations

 Intitulé de la consultation :

 Emission de cartes d'achat

La présente consultation a pour objet de mettre à disposition de la Ville de Marseille les cartes d’achat de porteurs désignés, de payer à l’accepteur (fournisseur) toute créance née d’un marché exécuté par carte d’achat et de porter chaque utilisation de la carte d’achat sur un relevé mensuel d’opérations.

Le marché d’émission de cartes comprend les prestations suivantes :

* la mise à disposition de l’outil web carte d’achat, la formation et la fourniture d’un guide d’utilisation ;
* la fourniture et la livraison des cartes d’achat et des codes secrets ;
* le suivi technique et administratif du marché d’émission de carte d’achat
* l’assistance technique pour le démarrage du programme et à la gestion courante
* le paiement des fournisseurs (accepteurs)

## Procédure

 La procédure de passation est la suivante :MAPA OUVERT AVEC BOAMP - selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-1°, R2123-4 et 5 du Code de la commande publique.

**Prestations similaires**

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

## Décomposition en Lots, Tranches et postes

### Décomposition en lots

L'ensemble des prestations fait l'objet d'un marché unique.

### Décomposition en tranches

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

### Décomposition en postes

L'ensemble des prestations fait l’objet d’un accord-cadre global mono-attributaire.

Il est subdivisé en 2 postes :

**Poste 1 (en cas de changement de titulaire) comprenant :**

- l’assistance technique et le conseil pour le démarrage du programme ;

- la mise à disposition du nouvel outil web achat et la formation initiale à cet outil.

Ces prestations sont décrites aux articles II-1.2 et II-1.3 du CCTP, et font l’objet d’un prix forfaitaire (annexe 2 à l’acte d’engagement).

**Poste 2 (démarrage et exécution du marché) comprenant :**

- l’assistance technique et la gestion courante (articles II-2.1 et II.2.3 du présent CCTP) ;

- les formations à l’outil web carte d’achat en cours de marché – prestations à bons de commande (articles II-1.4) ;

- le suivi technique et administratif du marché d'émission de cartes d’achat – forfait annuel (article II-2.2).

Les prix de ces prestations sont indiqués dans l’annexe 3 à l’acte d’engagement, intitulée « bordereau de prix ».

## Modalités d'exécution des tranches optionnelles

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

## Accord-cadre à bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre passé en application des articles R2162-13 et 14 du  Code de la commande publique.

L’accord cadre est conclu dans les conditions et limites suivantes :

Le volume suivant des prestations est donné sur toute la durée du marché soit 4 ans ferme :

SANS MINIMUM

MONTANT MAXIMUM : 130 000,00 € H.T.

Ce montant maximum inclut les 2 postes décrits ci-dessus.

## Date d'effet du marché

La date de début de la période de validité du marché est la date de notification du marché au titulaire.

Le poste 1 (en cas de changement de titulaire) démarrera dès la notification du marché.

Le poste 2 démarrera dès la fin du marché précédent, soit le **18 avril 2023**, éventuellement prolongé par avenant. Il s’agit de la date à partir de laquelle les premières cartes d'achat seront en situation de production (livrées, paramétrées et prêtes à l'emploi).

## Durée du marché - Période de validité

La durée du marché se définit comme suit :

**4 ans ferme à compter de la date de notification du marché**

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de 3 mois après la date d'expiration du marché.

## Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

## Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées

 Sans objet

# DOCUMENTS CONTRACTUELS

**Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes désignées ci-après :

- l'annexe 1 à l’AE « Protection des données et Politique de sécurité »

 - l’annexe 2 à l’AE : le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) (poste 1)

- l’annexe 3 à l’AE : le Bordereau de Prix (poste 2)

 - le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

 - le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

 - le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021

 - le Mémoire Technique (M.T)

- le Mémoire de Développement Durable (MDD)

# DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION

## Délais

Les différentes prestations ci-dessous comprennent des délais d'exécution.

* Délai de mise à disposition de l'outil web, d'implantation du programme dans l’outil web du titulaire, la création des cartes du programme, des codes et envoi. Délai ne pouvant pas excéder 30 jours à compter de la date de remise au titulaire des éléments d'implantation du programme
* délai de fabrication et d’envoi de toutes nouvelles cartes, à compter de la date de réception du bon de commande. Délai ne pouvant pas excéder 10 jours ;
* délai d'édition et d'envoi des codes secrets, délai à compter de la réception du bon de commande de fabrication de carte. Délai ne pouvant pas excéder 10 jours;
* délai d'exécution d'une formation en distanciel à partir de la réception du bon de commande, délai inférieur à 30 jours;
* délai de mise en place d'une formation en présentiel à partir de la réception du bon de commande délai inférieur à 30 jours;

## Émission des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché,

- La désignation de la **prestation** à effectuer

- La quantité commandée,

-Le délai **d'exécution ou de livraison,**

- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande

- La date

La personne habilitée à signer les bons de commande est : **Le Responsable de Programme carte d’achat.**

Les bons de commande seront notifiés par **courrier, fax (télécopie) ou par mail** (avec accusé de réception).

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

# ENTREPRISES GROUPEES

 Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

 Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

 Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'Acte d'Engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

# CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

## Transport et Emballages

 Il n'est pas prévu de dispositions particulières.

## Lieux d'exécution ou de livraison

Le lieu d'exécution est précisé dans chaque bon de commande.

S’agissant des prestations d'accompagnement et de formation : quand celles-ci se dérouleront en présentiel, le titulaire devra se conformer aux horaires et jours de travail en vigueur à la Ville de Marseille, et respecter le règlement intérieur des services.

Préalablement à chaque exécution de prestation, il s'informera auprès du responsable de programme carte d'achat des contraintes liées à l'accès dans un lieu d'exécution de prestation et des horaires d'ouverture et de fermeture de ce lieu.

Pour l’exécution des prestations de formation en présentiel, la Ville de Marseille mettra à disposition du titulaire du marché d’émission de cartes d’achat les locaux, le mobilier et le matériel nécessaires. En revanche, s’agissant des supports, le titulaire devra disposer de ses propres moyens pour exécuter sa prestation.

# CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Le C.C.T.P. du marché fixe les conditions particulières d'exécution.

# OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION

## Vérifications

Les vérifications et les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G./F.C.S.

L'article 27.3 du C.C.A.G./F.C.S. ne s'applique pas.

## Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des **prestations / fournitures** sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des **prestations / fournitures** est réputée acquise.

# GARANTIE CONTRACTUELLE

## Durée de garantie

Les **prestations/fournitures** font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 33 du CCAG/FCS.

## Point de départ de la garantie

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

# PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats, et notamment les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière, sont définis à l'article 37 du CCAG FCS.

Il n'est pas prévu de disposition particulière.

# CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

 Les dispositions du CCAG FCS (articles 5 et 14) s'appliquent, sans dispositions particulières.

# MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

## Nature du prix

**Concernant le poste 1 (si changement de titulaire) :**

le marché est conclu aux prix forfaitaires indiqués dans l’annexe 2 de l’Acte d’engagement.

**Concernant le poste 2 :**

le marché est conclu aux prix indiqués dans le bordereau de prix - annexe 3 de l’Acte d’engagement.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

## Variations de prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du poste 1 sont fermes et non révisables.

**Concernant le poste 2**

Les prix sont révisables selon les modalités fixées ci-après.

Révision des prix selon formule paramétrique :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché évoluent de la manière suivante en fonction de l'évolution des conditions économiques. Les prix sont révisables.

Pour déterminer les prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

Les prix sont révisés **annuellement** à chaque date anniversaire de la notification de l’accord-cadre, en application de la formule suivante :

P(n) = P(o)\* [0.15+0.85\*(I(n)/I(0))]

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date limite de remise des offres

I (n) : Valeur de l'indice des prix à la consommation (mensuel, ensemble des ménages, métropole, base 1998) - Nomenclature COICOP : 12.6.2 - Autres frais financiers non compris ailleurs (S) -

identifiant : 001694136 – site internet : INSEE.fr – pris à chaque date anniversaire de la notification du marché.

I (0) : Même indice pris à la date limite de remise des offres.

**C**l**ause de sauvegarde**

Lorsque l’évolution des tarifs appliqués par le titulaire fait apparaître une variation de prix sur 12 (douze) mois de plus de 3 %, le Pouvoir adjudicateur aura la possibilité, sous réserve d’en informer préalablement le titulaire, de résilier le contrat, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

## Disparition d'indice

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure de prix de la prestation.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'elles.

# AVANCE

## Régime de l'avance

 Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'Acte d'Engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

## Dispositions complémentaires

 L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

# MODALITÉS DE REGLEMENT

 Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.Il n'est pas prévu de disposition complémentaire.

# PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

## Délais de paiements

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

## Intérêts moratoires

Pour le délai de paiement des factures du titulaire du marché :

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Pour le délai de paiement du relevé mensuel d’opérations :

Conformément à l'instruction N°05-025-MO-M9 du 21 avril 2005, le marché d'émission de cartes peut prévoir des intérêts en cas de paiement tardif, mais ces créances ne sont pas soumises à aux règles et calcul de l'intérêt moratoire.

## Modalités de paiement direct des sous-traitants

 Conformément aux dispositions des articles L2193-11et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en œuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire ainsi qu'à la personne désignée ci-après :

Ville de Marseille

Direction de l’Achat et de la Commande Publique

Service Projets et Évolution de la Fonction Achat

189 Boulevard de la Valbarelle

13 233 MARSEILLE CEDEX 20

 Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est computé dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

## Présentation des demandes de paiement

 Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresses du créancier

- le numéro de SIRET

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement

- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant

- La date et le numéro du bon de commande

- La nature des prestations

- La quantité

- Le prix de base hors révision et hors taxes

- Le taux et le montant de la T.V.A.

- Le montant total de la facture en euro HT et TTC

- La date et le numéro de facture.

- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Le titulaire du marché fournira le RIB ou les RIB du ou des comptes à créditer pour le paiement des factures.

Les factures des prestations sans TVA seront d’une facturation dissociée.

**Le relevé mensuel d'opérations**:

Le relevé mensuel d'opérations établi dans les conditions fixées à l'article 10.5.4 partie I du CCTP sera mis à la disposition de la collectivité sur l'outil web de gestion carte d'achat.

Les opérations récapitulées dans le relevé devront correspondre uniquement aux commandes par carte d'achat dont la facturation a été télécollectée par le fournisseur (accepteur), qui ont fait l'objet d'un paiement à ce dernier par le titulaire du marché d'émission de cartes et qui n'ont pas fait l'objet d'un refus de validation dans l'outil web carte d'achat.

Le paiement du relevé mensuel d'opérations (RO) s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Le relevé mensuel d’opérations est payé par le comptable public en un ou plusieurs virements sur le compte technique correspondant. Toutefois, des dispositions visant à introduire une nouvelle modalité de règlement (prélèvement bancaire) pourront être mises en œuvre pendant l’exécution du marché.

Pour les candidats européens sans établissement en France: en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

Le titulaire du marché fournira le RIB ou les RIB du ou des compte(s) technique(s) à créditer pour le paiement du relevé mensuel d'opérations.

**Les factures des prestations** des postes 1 et 2

Les prestations, des postes 1 et 2 devront faire l'objet d'une facturation distincte du relevé mensuel d'opérations. Cette facturation devra être conforme aux prix unitaires et aux prix forfaitaires respectivement annoncés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et dans le Bordereau de Prix Forfaitaires (BPF).

Les commissions sur flux et les prestations annexes seront facturées mensuellement. Les abonnements cartes et l'abonnement pour l'accès du RPro à l'outil web ainsi que les prestations du suivi technique et administratif du marché seront facturés annuellement

Les factures dématérialisées indiquent l'adresse suivante :

Ville de Marseille

Direction de l’Achat et de la Commande Publique

Service Projets et Évolution de la Fonction Achat

189 Boulevard de la Valbarelle

13 233 MARSEILLE CEDEX 20

 Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

## Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : https://chorus-pro.gouv.fr

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

**Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.**

# PENALITES

## Pénalités de retard

Il incombe au titulaire de signaler à la Ville de Marseille, avant l'expiration du délai d'exécution des prestations, les clauses qui, n'étant pas de son fait, feraient obstacle à l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG,

- Le titulaire subira par jour de retard, par rapport au délai fixé pour la mise à disposition de l'outil web de gestion et de l’intégration du programme, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 Euros.

- Le titulaire subira par jour de retard, par rapport au délai fixé pour la fabrication et l’envoi d'une carte d'achat et l’envoi du code secret, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros.

- Le titulaire subira par jour de retard, par rapport au délai fixé pour la formation en présentiel ou en distanciel, et sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 euros.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes **du bon de commande.**

En application de l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas **1000 euros** pour l'ensemble du marché.

## Pénalités pour non respect des obligations environnementales du titulaire

Il est dérogé à l'article à l'article 16.2 au CCAG/FCS.

Au titre du développement durable, le titulaire propose dans son Mémoire Technique la démarche environnementale qu'il engagera pour la bonne exécution du marché.

Le Mémoire technique, pièce contractuelle du marché en application du présent CCAP/CCP, constitue un engagement du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procédera à des contrôles afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des engagements du titulaire, et se réserve la possibilité d'opérer par contrôle inopiné.

Sans mise en demeure préalable, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité dont le montant est fixé à **50 euros** par manquement constaté.

## Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de** 50 **euros par jour de retard.**

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

## Autres pénalités

Il n'est pas prévu d'autres pénalités.

# RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG/FCS (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

# CLAUSES DE GESTION DES DONNEES

## Les contraintes réglementaires

### Le RGS

Le décret **RGS***(Référentiel Général de Sécurité)*, pris en application de **l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

### Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données et Politique de sécurité » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

### Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant **l'article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

**Les données** contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

**La société** prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

* ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
* ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
* ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
* prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
* échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
* en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
* et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

## Les contrôles

**La Ville de Marseille** se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

**La Ville de Marseille** pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

# LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,

- l'inscription au RCS (K ou K Bis),

- la garantie décennale pour les marchés de travaux,

- la liste nominative des travailleurs étrangers

- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : http://www.e-attestations.com/

# LOI APPLICABLE

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

# CONFORMITE AUX NORMES

 Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

 Il n'est pas prévu de dispositions particulières relatives aux normes.

# ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

# DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG-FCS:

* L’article 7 déroge à l’article 27.3 du CCAG
* L’article 11.2 déroge à l’article 10.2.4 du CCAG
* L’article 15.1 déroge à l’article 14.1.1 du CCAG
* L’article 15.2 déroge à l’article 16.2 du C.C.A.G